

## Convention nationale du PRG

*Paris – 21 septembre 2019*

**Discours de Guillaume LACROIX, Président du PRG**

**Chers amis radicaux de gauche,**

Chers amis de la gauche et des écologistes,

Chers amis républicains sociaux et écologistes,

Le 21 septembre 1792, Il y a 227 ans aujourd’hui, ici à Paris, se réunissait la première convention Girondine qui déclara la République et mit fin à la monarchie en France.

Je ne vois pas de plus beau symbole pour parrainer cette belle journée... si ce n’est celui de votre présence nombreuse, qui marque combien votre attachement au patrimoine des radicaux n’a d’égal que votre volontarisme de le réinventer sans cesse pour que le message de la République sociale traverse les temps. Je veux vous en remercier sincèrement et affectueusement.

A ce moment, je veux aussi remercier chaleureusement toutes celles et ceux qui m’accompagnent depuis des mois pour permettre à notre maison de rayonner de nouveau aujourd’hui. Je veux adresser un salut spécial et particulier à Jean-Bernard BROS sans qui nous n’aurions pu réussir le travail colossal accompli depuis le 6 février dernier. Remercier aussi Hadrien LAURENT, Clémentine et Dennis qui nous permettent de renouer avec le travail politique porté par l’ensemble de la direction nationale.

Je veux aussi saluer l’arrivée d’Anaïs SALABERT dans l’équipe des permanents et sans qui cette convention n’aurait pas vu le jour. Elle associe sa fraîcheur et son entrain à celui légendaire de Pascal qui nous a rejoints.

Pour toutes et tous, je vous demande des applaudissements nourris.

Emportés par ce moment de partage fraternel, vous avez fait le choix inconsidéré de me porter à la tête du PRG pour les trois années qui viennent. Je veux vous en remercier avec sincérité. Le jeune radical de gauche qui vous rejoignait il y a 25 ans n’avait pas imaginé cela. C’est une fierté autant qu’un honneur que de présider désormais la destinée de cette maison, votre maison, celle au sein de laquelle j’ai grandi dans mon engagement à vos côtés, aux côtés de ma fédération de l’Ain et de son Président de l’époque Dominique Saint-Pierre, aux côtés de Thierry Braillard et évidemment aux côtés de Jean-Michel Baylet à qui je dois tant, sans oublier une pensée affectueuse pour Sylvia Pinel à qui je redis mes remerciements pour son courage.

Cette maison, c'est la vôtre. Vous l'avez relancée avec la force de vos convictions et de votre militantisme sincère. Bravo et merci à toutes et tous.

Cette maison, elle sent bon les souvenirs du passé glorieux du radicalisme, elle sent le cuir tanné de nos vaillants parlementaires qui portent haut et fort nos idées dans les deux Assemblées, chères Jeanine, Sylvia, Maryse, cher Raymond, et faire un salut amical à Olivier Falorni en lui souhaitant bonne chance ! Elle sent la fraîcheur de ces républicains toujours en quête de progrès social, de libertés, de nouveaux mondes idéologiques et démocratiques à défricher.

Cette maison est grande, robuste. Elle a subi tous les assauts du temps, les embellies et les tempêtes, mais elle est toujours là. Je veux qu'elle devienne aujourd'hui la base d'accueil du centre gauche républicain et écologiste dont a besoin notre pays pour renouer avec lui-même. Son nom marquera désormais cette ambition. Je vous en remercie.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'épauler Bernard CAZENEUVE au moment où il décide de contribuer activement au réveil de la gauche. Cet homme d'Etat, forgé au radicalisme, peut apporter comme il l'a fait à Maraussan, un projet sincère, crédible pour une gauche en perte de repères, pour une France en perte d'elle-même. Je veux lui dire que dans cette aventure désintéressée, celle des idées plutôt que des postes, nous cheminerons avec lui, lui dire que la gauche comme la France ont besoin de lui et de sa pensée. Le PRG entend contribuer pour une gauche des idées qui fait de la République sociale et écologique un préalable à tout rassemblement, comme à toute candidature.

Je le dis à la gauche : **la sociale démocratie est morte et c'est heureux. Relever le drapeau de la gauche, c'est d'abord relever le drapeau de la République. Nous n'avons pas besoin de pansements à la mondialisation mais d'une révolution : celle de la République sociale et écologique.**

C'est la raison aussi pour laquelle, j'ai convié aujourd'hui des amis : Emma Cosse, Jean-Luc Bennhamias, le mouvement des citoyens avec qui, je crois, nous pouvons, nous devons, concevoir et proposer un nouveau modèle, adapté au quotidien et aux attentes des Françaises et des Français, adapté aux ambitions de la gauche, cette gauche capable de changer la vie. C'est aussi le sens de la présence d'Arnaud Hadrys, président de HES avec lequel nous cheminerons désormais dans la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Changer la vie, c'est bien ce qui nous mobilise. Nous sommes plus de 200, un samedi loin de chez nous, pour dire ici que si la gauche doit de nouveau prétendre à la France, ce n'est pas par gout pour la gestion mais par gout des autres et des lendemains qui chantent.

Vous l'aurez compris chers amis, comme ce 21 septembre 1792, je vous invite à la révolution. Pas à l'insurrection, pas à la jacquerie mais bien à la révolution : celle d'une République effective, vivante et visible !

Oui, j'ai cette conviction que **relever le drapeau de la gauche, c'est d'abord relever celui de la République et que c'est notre devoir autant que notre envie.**

Je le dis avec force, cette maison n'est pas celle de la démocratie libérale d'Emmanuel MACRON, ce président qui voulait la France mais pas la République. Ce Président qui piétine le collectif, les corps intermédiaires pour mieux rendre chacun dépendant, incapable d'imaginer autre chose que son parcours individuel, celui de sa famille... sans comprendre qu'il n'y a pas d'autre route possible que celle que les Hommes unis peuvent ouvrir.

Où est-elle la République quand chacun pense que son enfant vivra moins bien que lui ?

Où est-elle la République quand les femmes sont discriminées, maltraitées, assassinées parce qu'elles sont des femmes et que la réponse est un Grenelle ? où est-elle quand il en va de même pour les homosexuels ?

Où est-elle la République quand le médecin n'est plus là, l'urgentiste dépassé, l'hôpital trop éloigné ?

Où est-elle la République quand ce qui fait notre fierté, celle du Conseil National de la Résistance, celle de notre régime de solidarité et de retraite est renvoyé au rang chacun pour soi là où la France s'est grandie du chacun pour tous ?

Où est-elle la République quand le pouvoir exacerbe les radicalités, crée la peur de manifester et rompt la cohésion essentielle entre le peuple et ses forces de l'ordre ?

Où est-elle la République quand nos territoires ruraux, péri-urbains et nos banlieues voient le service public de proximité disparaître pour se cantonner dans les métropoles dorées ?

Où est-elle la République quand les fonctionnaires de ce pays sont livrés en pâture alors qu'ils sont la clé de voute de notre modèle ?

Où est-elle la République quand le Président exprime la laïcité devant la conférence des évêques de France ?

Où est-elle la République quand une seule catégorie d'individus, celle des premiers de cordées, celles de ceux qui ont tout, celle de ceux qui traverse la rue, prime sur le collectif ?

**Notre devoir n'est pas seulement de dénoncer, il est avant tout de proposer et d'agir.**

Dans une société en perte de repères face à la mondialisation, les citoyens se cherchent une cohésion autour de l'identité.

Nous ne pouvons laisser prospérer le communautarisme, pas plus que le nationalisme sans réagir ! **Pour nous la France c'est l'identité républicaine, une identité unique au monde, une fierté que nous devons revendiquer.**

**Bien sûr il y a la laïcité**, ce fondement extraordinaire de notre société. Elle nous animera cette après-midi et je remercie nos intervenants Zineb EL Rhazoui, Amine El Khatmi, Jean-Pierre Sakoun et remercie aussi Odile, Frédéric, Hervé et Patrick pour leur action au nom de notre parti. Je veux ici le redire haut et fort : la laïcité c'est le droit de croire ou de ne pas croire, la laïcité c'est la protection de toutes les religions et de ceux qui n'en ont pas, **la laïcité ce n'est jamais la phobie de l'autre, c'est toujours l'amour du citoyen et sa protection contre toute dérive obscurantiste et rétrograde.**

Dans ce cadre il nous faut créer de nouveaux droits. D'abord celui des enfants qui doivent pouvoir choisir librement leur pratique religieuse ou non et **donc réfléchir à un âge de majorité** avant lequel chaque enfant s'il est éduqué librement dans une croyance ou une philosophie devra être mature pour s'engager.

Il nous faut réfléchir à la **non-marchandisation du fait religieux** pour que les symboles des croyances soient protégés du commerce de la mode.

Ces réflexions, nous devons les approfondir, les débattre tous ensemble.

Mais l'identité républicaine ne peut exister si la République n'est plus présente aux cotés de chaque citoyen, chaque jour. L'accès aux soins est le préalable à toute autre considération. Nous devons encadrer l'installation des médecins que nous admirons à juste titre et le faire au nom de leur serment de soigner chacun qui doit rester au centre de leur engagement essentiel pour nos vies.

Nous devons aussi renforcer et asseoir le rôle des territoires. Eux aussi sont centre de nos préoccupations depuis longtemps. Ils le seront encore aujourd'hui et je remercie Sylvia d'avoir bien voulu présider une table ronde sur le droit à l'expérimentation qui doit venir marquer un tournant dans la décentralisation, sujet sur lequel elle mène à l'Assemblée un travail d'envergure. Je veux saluer la participation de Philippe Richert, ancien Président de Régions de France et ancien président de la Région Grand Est.

Sa présence amicale me fait chaud au cœur. Appartenant à des familles politiques différentes et parfois opposées, nous avons mené un combat commun pour une véritable décentralisation, face au jacobinisme de nos institutions. Il éclairera cette assemblée lui aussi de ses réflexions, aux côtés de Patrick, Sarah et Franck.

Sur ce point nous devons aller loin. Les territoires sont aujourd'hui la République du quotidien. Je veux, devant Patrick Molinoz, notamment Vice-président de l'AMF, dire ici tout notre respect aux maires et aux élus locaux. Ils sont les fantassins, les hussards de la République. Ils sont les derniers tenants d'un service public de proximité. Il faut les renforcer dans ce rôle et **réfléchir à un droit de substitution**, les autorisant à organiser et se faire rembourser par la France le service public non régalien lorsque l'Etat est défaillant. Il nous faut réfléchir aussi à un droit d'adaptation des normes et règles nationales pour les rendre plus efficaces envers nos concitoyens.

Les territoires sont l'avenir de notre pays, sa force et son avant-garde. Ils ont intégré la question environnementale depuis bien longtemps, devançant l'Etat, et de loin.

**Oui chers amis, disons le haut et fort : Au parti de Michel CREPEAU, on sait que la République sera écologiste ou ne sera pas.**

L'écologie ne doit pas être une politique publique, elle doit être l'esprit et l'âme de notre pays. Le droit à un environnement sain et à la sécurité alimentaire doivent être inscrits dans notre constitution.

Ce n'est pas d'un principe de précaution dont nous avons besoin mais d'un devoir d'action. L'urgence est là, chacun le sait. Le « make our planet great again » a fait pschitt ! La maison brûle, nous ne détournons plus le regard mais nous soufflons sur les braises. Et ce ne sont pas trois Canadiens diligentés depuis les plages de Biarritz qui changeront quelque chose.

L'urgence est là et nous ne sommes pas prêts. Et je veux le dire clairement, le PRG ne contribuera pas au concours Lépine de la bonne conscience écologique de quelques nantis urbains renonçant à un week-end à Venise en avion ou cuisinant du tofu pour « prendre leur part » comme on dit aujourd'hui dans les salons parisiens.

Ce sont les mêmes qui pourraient parfois considérer qu'il faut d'abord sauver les animaux des cirques alors qu'il faut sauver l'humanité, la sauver d'elle-même.

Oui il faut inverser le mix énergétique pour que les énergies renouvelables l'emportent.

Oui il faut réduire le trafic aérien national et tout miser sur le train, par ailleurs essentiel à nos territoires. Faut-il aussi que le train, et notamment le TGV, devienne accessible à toutes et tous.

Mais si les transports polluants doivent être limités, il faut s'attaquer aux vrais sujets, à commencer par ces avions et cargos pleins de fruits et légumes qui nous offrent des cerises en janvier, à ces avions et cargos qui déversent sur nos marchés et dans nos commerces leurs tonnes de plastiques polluants et autres textiles fabriqués par des enfants. C'est eux qui doivent être massivement taxés, pas les Français à qui l'on impose la mobilité professionnelle mais qu'on veut punir de leur voiture.

Oui, il faut aussi que la PAC vienne massivement financer la transition des modes de production agricole. Il n'y a que quelques intellectuels vegan pour imaginer nourrir la planète sans agriculteurs. Ici l'agriculture sera toujours soutenue, pas la pollution.

Oui il faut une aide massive, mondiale, aux pays pauvres très pollueurs, car chacun peut comprendre que pour eux, la survie l'emporte aujourd'hui sur le tri.

Oui, il faut rénover et adapter nos logements avec urgence. Sylvia, Emma vous avez beaucoup fait sans toujours être entendues à la hauteur de l'urgence. La question du logement doit devenir la première priorité de la transition écologique.

La France investit plus de 90 milliards d'euros d'argent public chaque année. Nous devons proposer que 30% de ces investissements soient fléchés obligatoirement sur la transition écologique et la sécurité alimentaire. Proposer aussi une pénalité aux entreprises qui n'en feront pas de même. C'est un impératif vital, celui qui nous conduit à soutenir un changement de civilisation.

Bien sûr tout cela à un prix. Nous pourrions croire parfois que certains préféreraient donner leur vie plutôt que leur argent ! Mais je veux le dire clairement, ce n'est pas aux plus fragiles de tout payer. La République c'est que chacun contribue selon ses moyens. La République, c'est que les plus riches contribuent au pays qui leur a permis de s'enrichir. L'argent nécessaire existe. Il est détenu par des Français qui échappent à l'impôt ou le fuient.

Nous devons proposer le patriotisme fiscal en obligeant tout Français à payer ses impôts en France, en confisquant tous les biens de ceux qui fraudent massivement l'impôt.

**Un changement de civilisation mes amis. Voilà l'enjeu auquel nous sommes confrontés.**

La République sociale et écologiste que nous proposons est le signal de cette profonde révolution systémique. Elle peut et doit s'imposer en Europe et dans le monde. C'est le rôle naturel de la France dans le concert des nations.

C'est à la France d'imposer son modèle en Europe et de cesser de s'en excuser. Nous sommes des fédéralistes et nous rêvons d'une Europe politique et démocratique protectrice. Un Etat européen seul capable de peser sur les désordres du monde. Ce combat est notre honneur et nous le poursuivrons. Mais force et de constater que l'Europe ne prend pas ce chemin. Alors il nous faut, en attendant mieux, ne plus être dociles.

Il nous faut revendiquer que notre modèle de République sociale est inaliénable. Que la règle des 3% de déficit ne peut être calculée de la même manière entre un pays sans aucune protection sociale et dans le nôtre. Nous devons sacraliser l'exception républicaine française dans un océan de démocraties libérales et arrêter de faire porter à notre modèle social le coût de l'unité européenne.

**Ce changement de ton, nous devons l'insuffler en matière économique** dont nous devons prendre acte qu'aujourd'hui elle échappe aux décideurs nationaux. Des mesures nouvelles doivent être prises, des mesures qui soyons en surs, trouveront écho sur toute la planète.

Il nous faut contrecarrer la toute-puissance des GAFAs devenus plus forts et plus riches que des Etats et protéger nos concitoyens de ce marché de l'exhibitionnisme où quelques algorithmes nous enferment dans une relation sociale cadenassée et une consommation déterminée. Ce n'est pas les taxes qui nous rendront nos vies privées et nos libertés. Nous devons proposer la **nationalisation des données publiques personnelles** pour imposer le droit à l'oubli, au changement mais aussi pour faire payer aux GAFAs la matière première de leurs productions.

Enfin, il nous faut aussi revendiquer un modèle économique qui replace l'homme au centre de la création de richesse. **Endiguer, encadrer la place des fonds de pensions et autres « capital risqués » dans nos entreprises.** L'entreprise, c'est la composante essentielle. C'est la richesse du travail des hommes. C'est la prospérité de chacun. L'entreprise c'est aussi la force des territoires, le savoir-faire, l'intelligence collective, la fierté du travail accompli. L'entreprise ne peut devenir le jouet financier de quelques capitalistes sans âme sans prendre le risque de faire s'effondrer toute la société.

Comme le disait Karl MARX, « une conséquence immédiate du fait que l'homme est rendu étranger au produit de son travail c'est que l'homme est rendu étranger à l'homme. »

Il aura fallu que nous élisions le plus jeune Président français de notre histoire pour voir au 21<sup>ème</sup> siècle reflourir ici une politique économique rétrograde dont Madelin et Thatcher n'auraient pas osé rêver. Je vous le dis mes amis, **ce n'est pas la République qui est ringarde, c'est la politique qui redonne au capital de Karl Marx toute sa fraîcheur !**

Vous l'aurez compris chers amis, notre projet, c'est celui d'une République sociale et écologiste qui nous redonne fierté et honneur, qui relève la tête des Français face aux défis du monde, qui redonne sens à la gauche.

Fierté, honneur, c'est ce qui doit nous réunir. Dans cette quête, notre attitude face à la question migratoire sera essentielle. Je ne suis pas certain que la fréquentation assidue de Trump, Poutine et consorts n'ai pas détourné notre Président des valeurs de son pays.

Je veux le dire avec gravité : fuir la guerre, les dangers climatiques ou la misère, c'est toujours fuir et ne jamais choisir. Ces enfants, ces femmes, ces hommes sur nos routes, au fond des camions ou sur les radeaux de douleurs sont des fuyards, pas des envahisseurs. Eux qui veulent fuir la mort, nous leur offrons honteusement d'aller à sa rencontre !

J'ai honte de la politique migratoire assumée par la France. Honte de mon pays de 65 millions d'habitants dont on me dit qu'il aurait peur de 200.000 migrants.

J'entends que l'humanisme serait un laxisme. J'entends le chef de l'Etat dire sa peur de diriger un parti bourgeois qui se laisserait aller à la bienveillance humanitaire par coquetterie poétique. Qu'il se rassure, par ses propos, c'est plutôt d'un parti « petit bourgeois » qu'il se revendique car **c'est un réflexe petit bourgeois que de faire passer les plus démunis pour des racistes, c'est un réflexe petit bourgeois que d'entretenir le mythe de l'immigré qui vient voler notre pain, un réflexe petit bourgeois encore que de citer Paul Ricœur dans les diners sans visiblement rien en comprendre !**

Alors oui nous devons regarder la question migratoire en face. Nous devons fixer des règles et pourquoi pas un plancher et un plafond d'accueil, mais nous devons aussi fixer des règles qui permettent une véritable intégration, une assimilation même de notre République. Une assimilation qui doit aller jusqu'au droit de vote des étrangers légalement accueillis et qui auront fait l'effort de s'insérer et d'enrichir notre société.

Je le dis ce n'est pas l'humanisme qui est laxiste, c'est la paresse des convictions, c'est de confondre immigration et insécurité. La maison de Clémenceau est attachée à l'ordre républicain. La sécurité est ici la première des libertés et la première des garanties due à nos concitoyens, notamment les plus vulnérables.

Le laxisme c'est de laisser nos quartiers défavorisés aux mains de l'économie souterraine, de l'idéologie religieuse et de la désespérance, le laxisme c'est de laisser prospérer les partis religieux ou communautaristes, le laxisme c'est de mettre nos forces de l'ordre, nos pompiers dans des situations intenable au risque de voir la population se retourner, le laxisme c'est celui de la fraude fiscale toujours moins réprouvée que la fraude sociale, le laxisme c'est de ne gouverner que pour quelques-uns plutôt que pour la France.

Face au laxisme, La République sociale et écologiste que nous incarnons sera la promesse de justice attendue par les Françaises et le Français. Une promesse que nous devons tenir.

Vous l'aurez compris chers amis, notre maison ne lâchera rien de ses fondamentaux et de ses convictions. Les radicaux de gauche ne faillissent jamais quand la République appelle. Ils entendent agréger désormais les progressistes sincères. Je leur dis : c'est ici et maintenant que se construit le centre gauche, pas dans la nébuleuse d'En Marche !

Ici notre fierté s'appelle humanisme, universalisme, justice, écologie.

Ici notre honneur s'appelle liberté, égalité, fraternité, laïcité.

Ici et ensemble, nous bâtissons aujourd'hui l'avenir de la gauche,

Ici et ensemble nous lançons la révolution républicaine sociale et écologiste

Ici et ensemble nous relevons le drapeau de la gauche républicaine

Vive la République et vive la France.